

**Acte d'Engagement**

**valant Cahier des Clauses Administratives Particulières**

**(AE - CCAP)**

**Consultation n° 2024-EPA-045**

|  |
| --- |
| **Prestations de Facility Management sur le futur siège de la CCI Paris Ile-de-France** |

***Cadre réservé à l’acheteur :***

**Marché n° 24EPA04500**

**Issu de la procédure suivante**

* Procédure avec négociation, en application des articles. L2124-3, R2124-3-
  + 1° (le besoin ne peut être satisfait sans adapter des solutions immédiatement disponibles)
  + 5° (lepouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de définir les spécifications techniques avec une précision suffisante en se référant à une norme, une évaluation technique européenne, une spécification technique commune ou un référentiel technique)

et R. 2161-12 à. R. 2161-23 du Code de la commande publique.

**?** Information à remplir par le candidat

**?** Information pouvant faire l’objet de négociations

**Le présent document pourra être modifié avant le lancement de la phase offre.**

Ce document contient 38 pages avec les annexes.

SOMMAIRE

[PREAMBULE 3](#_Toc195886746)

[ARTICLE 1 - COCONTRACTANTS 6](#_Toc195886747)

[ARTICLE 2 - OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES 8](#_Toc195886748)

[ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHE 9](#_Toc195886749)

[ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ 9](#_Toc195886750)

[ARTICLE 5 - PRIX 10](#_Toc195886751)

[ARTICLE 6 - FACTURATION ET PAIEMENT 12](#_Toc195886752)

[ARTICLE 7 - CONDITIONS GENERALES D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS 14](#_Toc195886753)

[ARTICLE 8 - CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION DES PRESTATIONS 16](#_Toc195886754)

[ARTICLE 9 - INSERTION DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L’EMPLOI 18](#_Toc195886755)

[ARTICLE 10 - OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE 20](#_Toc195886756)

[ARTICLE 11 - RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES 21](#_Toc195886757)

[ARTICLE 12 - CONSTATATION DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS 23](#_Toc195886758)

[ARTICLE 13 - PÉNALITÉS ET SANCTIONS 23](#_Toc195886759)

[ARTICLE 14 - CLAUSE DE RÉEXAMEN ET DE PROGRES 24](#_Toc195886760)

[ARTICLE 15 - SOUS-TRAITANCE 28](#_Toc195886761)

[ARTICLE 16 - CESSION DU MARCHÉ 28](#_Toc195886762)

[ARTICLE 17 - PRESTATIONS SIMILAIRES 28](#_Toc195886763)

[ARTICLE 18 - CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ 29](#_Toc195886764)

[ARTICLE 19 - PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL 29](#_Toc195886765)

[ARTICLE 20 - DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE 32](#_Toc195886766)

[ARTICLE 21 - DOCUMENTS À FOURNIR EN COURS DE MARCHÉ 34](#_Toc195886767)

[ARTICLE 22 - RÉSILIATION 34](#_Toc195886768)

[ARTICLE 23 - RÈGLEMENT DES LITIGES 35](#_Toc195886769)

[ARTICLE 24 - SIGNATURE DES PARTIES 37](#_Toc195886770)

# PREAMBULE

1. **Présentation du GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France**

**A/ Le GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France**

Le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France agit pour son propre compte et assure une fonction de centrale d’achats au sens des articles L2113-2 et L2113-3 du Code de la Commande Publique, pour le compte de l’ensemble de ses membres.

Tous les contrats passés par le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France dans le cadre de sa fonction de centrale d’achats sont soumis aux règles édictées par le Code de la Commande Publique. Conformément à l’article L2113-4 du CCP, les membres du GIE qui acquièrent des fournitures et des services auprès de la centrale d’achats GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France sont dispensés de leurs obligations en matière de publicité et de mise en concurrence.

**B/ Rôle du GIE du Groupe CCIR Paris Ile de France**

Le GIE est amené à passer des contrats pour :

* ses besoins propres.
* les besoins des membres du GIE. Les membres du GIE sont de 2 sortes :
  + les entités du groupe CCIR. Le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France passe les marchés subséquents, émet les bons de commande et suit l’exécution des prestations pour le compte du Groupe CCIR Paris Ile-de-France.
  + les entités ayant rejoint le GIE par convention d’adhésion. Dans ce cas, la convention d’adhésion fixe les limites des pouvoirs du GIE en la matière. Les entités membres peuvent donc avoir recours à la centrale d’achats notamment par émission de marchés subséquents et de bons de commandes, sur la base des conditions définies dans le présent marché - chaque établissement suivant l’exécution des prestations pour ses propres besoins.
* les besoins d’entités non-membres du GIE, qui lui donne mandat (convention de groupement de commande).

Le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France passe les marchés subséquents, émet les bons de commande et suit l’exécution des prestations pour le compte du Groupe CCIR Paris Ile-de-France.

Pour les autres membres du GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France, les entités membres peuvent donc avoir recours à la centrale d’achats notamment par émission de marchés subséquents et de bons de commandes, sur la base des conditions définies dans le présent marché - chaque établissement suivant l’exécution des prestations pour ses propres besoins.

1. **Contexte du marché / de la procédure**

## Contexte du marché

Après 100 ans dans le quartier des Champs Elysées, en 2025, la CCI Paris Ile-de-France installera son nouveau siège à République pour plus d'efficacité et de proximité avec les entreprises. Un lieu facile d’accès, situé rues Léon Jouhaux et Yves Toudic, entre la place de la République et le canal Saint Martin à Paris.

Ce projet répond à 4 objectifs prioritaires :

* Renforcer la proximité avec les entrepreneurs en s'installant dans un quartier attractif, dynamique et facile d'accès
* Augmenter notre efficacité et la transversalité en regroupant nos services sur un seul site
* Améliorer notre gestion immobilière en intégrant l'impact du télétravail et en faisant évoluer les postes de travail vers un monde nomade et numérique
* Intégrer la dimension RSE dans notre fonctionnement quotidien

Les services de la CCI Paris Ile-de-France et de la CCI Paris étaient répartis sur 5 sites dans les 8e, 2e et 17e arrondissements. Avec le projet Jouhaux-Toudic, l'ensemble des services aux entreprises sera réuni à République, facilitant ainsi l'accès aux conseillers de la CCI pour les entrepreneurs parisiens.

Plus de distinction géographique entre le siège régional et les services opérationnels dédiés à l'accompagnement des entreprises de la CCI Paris et de la DGA internationale. La CCI Paris Ile-de-France devient une véritable maison ouverte aux entreprises : efficace, moderne et innovante !

Le GIE Groupe CCIR Paris Ile de France est l’exploitant et le gestionnaire du bâtiment pour le compte des entités et services présents sur le site.

* Un bâtiment accessible et ouvert au public

Les visiteurs profiteront d’un environnement sain et agréable, des espaces végétalisés et d'un cadre propice aux échanges. Que ce soit pour un rendez-vous, une formation ou un événement, le bien-être des personnes sur le site est notre priorité.

Accessible à tous, le nouveau siège de la CCI Paris Ile-de-France est pensé pour accueillir un large public dans des conditions optimales tout en respectant nos engagements RSE. Le site garantit une accessibilité exemplaire pour les personnes en situation de handicap, que ce soit au niveau des entrées, des circulations internes ou des équipements.

* Le respect de l’environnement, un pilier fondamental de notre politique RSE

Réemploi du mobilier : nous favorisons la réutilisation du mobilier au sein de nos espaces afin de réduire la consommation de nouvelles ressources et de contribuer à l’essor de l’économie circulaire.

Réduction du gaspillage et des déchets : nous favorisons le tri sélectif et le recyclage, et nous éliminons au maximum les articles et emballages à usage unique au profit, par exemple, de contenants réutilisables (verres, mugs, gourdes...).

Actions en faveur des mobilités douces : il y aura plus de 200 places de vélos disponibles ainsi que la possibilité de recharger les batteries des vélos électriques.

Ci-après les chiffres clés à connaître sur ce projet :

Une image contenant texte, capture d’écran, conception

Le contenu généré par l’IA peut être incorrect.

## Objet du marché

Le présent marché est passé pour des prestations de Facility Management pour le futur siège de la CCI Paris Ile-de-France sur le site de Jouhaux-Toudic.

Il s’agit d’un nouveau besoin, nécessitant des adaptations et des propositions sur mesure de la part du Titulaire car le site est nouveau, destiné à réunir plusieurs services de la CCI et à accueillir un large public.

Le marché comprend 5 phases :

* **Phase de pré-exploitation :** de la notification au démarrage effectif des prestations, soit de manière prévisionnelle du 11 août 2025 jusqu’au 17 novembre 2025,
* **Phase de prise en charge :** concomitante à la phase d’exploitation initiale : 3 mois à compter de la date de démarrage effectif des prestations sur site, située de manière prévisionnelle au 17 novembre 2025,
* **Phase d’exploitation initiale :** 3 ans à compter de la date de démarrage effectif des prestations sur site, située de manière prévisionnelle au 17 novembre 2025,
* **Phase d’exploitation optionnelle :** 1 an à compter de la date de fin effective de la phase d’exploitation optionnelle,
* **Phase de réversibilité :** 3 mois de la date de fin du marché.

1. **Glossaire**

|  |  |
| --- | --- |
| * **Pouvoir adjudicateur :** | Personne qui conclut le marché, quelle que soit sa forme, contractant unique ou groupement de commande. Dans l’ensemble du document, il est fait usage indifféremment des termes « Pouvoir adjudicateur » ou « acheteur ». |
| * **Marché :** | Contrat conclu par le pouvoir adjudicateur pour répondre à son besoin. |
| * **Titulaire :** | Entreprise ou groupement d’entreprises qui conclut le marché avec le pouvoir adjudicateur. |
| * **Entité bénéficiaire** | Établissement ayant un lien avec le pouvoir adjudicateur, qu’il s’agisse du coordonnateur du groupement ou de l’un des membres du groupement de commande, bénéficiaire des prestations ou fournitures objet du marché. |
| * **CCP** | Code de la commande publique |

# COCONTRACTANTS

Le présent marché est conclu entre :

* **D’une part,**

1. **Le GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France agissant :**

pour ses propres besoins

en tant que centrale d’achats pour le compte de ses adhérents, membres et clients

en tant que mandataire du groupement de commande

sis 47-49 rue de Tocqueville - 75017 Paris,

représenté par la Directrice générale du GIE Groupe CCIR Paris Ile-de-France ou son délégataire, dans le respect des délégations de signature en vigueur au sein du GIE.

* **Et d’autre part**[[1]](#footnote-2)**,**

**? Le titulaire dont les caractéristiques sont précisées ci-dessous :**

|  |  |
| --- | --- |
| **Dénomination sociale :** | **Représenté par :** |
| **Forme juridique :** | **En sa qualité de :** |
| **Siège social :** | **Téléphone :** |
| **Domicile élu :** | **Mail :** |
| **N° SIREN :** |
| **N° TVA intracommunautaire :** |
| **PME  TPE** |

Ayant pris connaissance des documents contractuels du marché listés ci-dessous, M’ENGAGE sans réserve, sur la base de mon offre, et conformément aux dispositions de ces documents contractuels :

* à exécuter les prestations demandées au(x) prix indiqué(s) dans les documents financiers du présent marché,
* à reprendre les clauses du présent marché dans le contrat de sous-traitance, cette reprise conditionnant l’agrément des sous-traitants.

***OU***

**Groupement d’entreprises**

Quelle que soit la forme du groupement, l’un des prestataires, membre du groupement, est désigné dans l’acte d’engagement comme mandataire. Il représente l’ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonne les prestations des membres du groupement.

En cas groupement conjoint, le mandataire est obligatoirement solidaire, pour l’exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l’égard du pouvoir adjudicateur.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

**Dans tous les cas, les membres du groupement doivent donner mandat à l’un d’entre eux pour être mandataire.**

Les membres du groupement, **qui signent** le présent acte d’engagement valant CCAP : *(cocher la case correspondante)*

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour les représenter vis-à-vis du pouvoir adjudicateur et pour coordonner l’ensemble des prestations.

donnent mandat au mandataire, qui l’accepte, pour signer, en leur nom et pour leur compte, les modifications ultérieures du marché public.

* **?Entreprise mandataire**

du Groupement solidaire

solidaire du groupement conjoint

|  |  |
| --- | --- |
| **Dénomination sociale :** | **Représenté par :** |
| **Forme juridique :** | **En sa qualité de :** |
| **Siège social :** | **Téléphone :** |
| **Domicile élu :** | **Mail :** |
| **N° SIREN :** |
| **N° TVA intracommunautaire :** |
| **PME  TPE** |

S'engage, au nom des membres du groupement 1, sur la base de l'offre du groupement,

* **?Entreprise(s) cotraitante(s) [[2]](#footnote-3) [[3]](#footnote-4)** *(le tableau ci-dessous est à reproduire autant de fois qu’il y a de cotraitants)*

|  |  |
| --- | --- |
| **Forme juridique :** | **En sa qualité de :** |
| **Siège social :** | **Téléphone :** |
| **Domicile élu :** | **Mail :** |
|  | **N° SIREN :** |
|  | **N° TVA intracommunautaire :** |

Les membres du groupement ayant pris connaissance des documents contractuels listés ci-dessous, S’ENGAGENT sans réserve, sur la base de l’offre, conformément aux dispositions de ces documents :

* à exécuter les prestations demandées au(x) prix indiqué(s) dans les documents financiers du présent marché,
* à reprendre les clauses du présent marché dans le contrat de sous-traitance, cette reprise conditionnant l’agrément des sous-traitants

# OBJET DU MARCHÉ – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

## Objet du marché

Le présent marché est passé pour des prestations de Facility Management pour le futur siège de la CCI Paris Ile-de-France sur le site de Jouhaux-Toudic.

Les spécifications des prestations sont détaillées aux articles dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité de l’accord-cadre, l’exécution de la totalité des prestations définies au présent marché, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.

## Allotissement

La procédure, objet du présent marché, n’a pas fait l’objet d’un découpage en lot.

## Forme et montant du marché

Les prestations du présent marché sont réparties comme suit :

* **Partie A,** d’un marché relatif aux prestations récurrentes de Facility Management.
  + cette partie est conclue sous la forme d’un marché public à prix global et forfaitaire ;
  + Prestations concernées au périmètre forfaitaire :
    - Services aux usagers et visiteurs :
      * Le pilotage multiservice à dimension Hospitality Management
      * L’accueil physique
      * L’accueil téléphonique
      * L’accueil événementiel
      * La gestion du courrier
      * La logistique de proximité (déménagements, préparation de salles, quai, étages, maintenance de niveau 1 …)
    - Services aux bâtiments :
      * La propreté,
      * La vitrerie,
      * La gestion et l’approvisionnement des consommables sanitaires,
      * La 3D,
* **Partie B,** d’un accord-cadre à bons de commande, en application des articles R. 2162-13 et R. 2162-14, mono attributaire, selon les termes et engagements suivants :
  + Prestations concernées : l’ensemble des prestations figurant au BPU
  + Les prestations seront exécutées par émission de bons de commande successifs, documents écrits, adressés au titulaire de l’accord-cadre selon la survenance des besoins, qui précisent les prestations, telles que décrites au BPU, dont l’exécution est demandée et en déterminent les quantités,
  + Le pouvoir adjudicateur confie au titulaire, pendant toute la durée de validité du marché, l’exécution de la totalité des prestations définies BPU, suivant les commandes faites au fur et à mesure des besoins.
  + À l’expiration de l’accord-cadre, aucun bon de commande ne pourra plus être émis, mais l’exécution des bons de commande déjà émis sera poursuivie jusqu’à son terme. La durée d'exécution des bons de commande ne pourra cependant pas excéder de plus de 6 mois la fin de validité de l’accord-cadre.

L’engagement du présent marché, correspondant au lot visé en page de garde, est le suivant :

|  |  |
| --- | --- |
| Engagement minimum : | Aucun |
| Engagement maximum sur la durée totale du marché, toutes reconductions comprises | Montant maximum du marché : 5 500 000 € HT |

# DURÉE DU MARCHE

## Durée initiale du marché

Le marché est conclu pour **une durée de 36 mois** à compter de la date de démarrage effectif des prestations figurant dans l’ordre de service de démarrage notifié au titulaire du marché. Cette date est estimée au 17 novembre 2025.

## Reconduction

Le marché est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 1.

La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois. La durée maximale du marché, toutes périodes confondues, est de 48 mois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois avant la fin de la durée de validité du présent marché. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

# PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

* le présent acte d’engagement valant cahier des clauses administratives particulières (AE CCAP) et ses éventuelles annexes ;
* le cahier des clauses techniques particulières et ses annexes éventuelles (CCTP) ;
* le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures et services courants (FCS)approuvé par l’arrêté du 30 mars 2021, version en vigueur au 17 janvier 2023 (pièce non jointe) ;
* Le cadre de réponse financier renseigné par le titulaire dans son offre et composé de :
  + le bordereau des prix unitaires remis dans l’offre ;
  + la décomposition du prix global et forfaitaire remise dans l’offre ;
* le cadre de réponse technique et fonctionnel remis dans l’offre ;
* Cadre CNIL ;
* PAS INFORMATIQUE ;
* [Code de conduite anti-corruption CCI Paris Île-de-France](https://fra01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.cci-paris-idf.fr%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2F2023-02%2FCode%2520de%2520conduite%2520anti-corruptionV2.pdf&data=05%7C01%7Cieymer%40cci-paris-idf.fr%7C675faa2ad27f4121e96b08dbdbc8be83%7C07f2d2f9b1c947e8b00ca5903cc61e74%7C0%7C0%7C638345427449359059%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=9Wakj%2BU10keF%2BPW8ovmONFG59DAZuUKC873k0aw%2FqEc%3D&reserved=0) accessible sur le site internet du Groupe CCI Paris Île-de-France : <https://www.cci-paris-idf.fr/fr/notre-groupe/finances-juridique>

Les pièces générales (CCAG), bien que non jointes au marché, sont réputées connues de l’ensemble des entreprises.

Par dérogation à l’article 1.2 du CCAG applicable au présent marché, le présent marché ne prévoient pas d’article récapitulant les dérogations au CCAG applicable au présent marché.

# PRIX

## Forme et détermination des prix

Les prix du présent marché sont des prix forfaitaires ou/et unitaires exprimés en euros Hors Taxe (€ HT), par dérogation aux dispositions de l’article 10.1.3 du CCAG applicable au présent marché.

Les prestations objet du présent marché sont réglées par application :

* Du forfait indiqué dans la DPGF pour les prestations suivantes :
  + - Services aux usagers et visiteurs :
      * Le pilotage multiservice à dimension Hospitality Management
      * L’accueil physique,
      * L’accueil téléphonique
      * L’accueil événementiel
      * La gestion du courrier
      * La logistique de proximité (déménagements, préparation de salles, quai, étages, maintenance de niveau 1 …)
    - Services aux bâtiments :
      * La propreté,
      * La vitrerie,
      * La gestion et l’approvisionnement des consommables sanitaires,
      * La 3D,
* Des prix unitaires du BPU

## Contenu des prix

Par dérogation à l’article 10.1.3 du CCAG applicable au présent marché, les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations - à l’exception de la TVA, ainsi que le cas échéant, tous les frais nécessaires à la réalisation des prestations, notamment tous les frais de déplacement et de séjour, de restauration, les frais de production de documents écrits d’étude et des documents de présentation. Dans cette perspective, ils comprennent globalement toutes les charges fiscales, parafiscales, éco taxe éventuelles ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toute sujétion d’exécution. Ils comprennent notamment les frais suivants :

* Les coûts de gestion administrative, financière et technique du marché, dont les frais de secrétariat, de coordination et de planifications internes, de certifications éventuelles, ainsi que les frais d’assurances nécessaires,
* Les frais de déplacement nécessaires à l’exercice de la mission, (transport, hébergement et/ou restauration),
* L’établissement et la remise des rapports, bilans, documents, etc. et cession éventuelle des droits de propriété de ces documents au pouvoir adjudicateur,
* La participation à l’ensemble des réunions telles que fixées par le présent Acte d’Engagement valant CCAP, éventuellement complété des réunions supplémentaires proposées par le titulaire dans son offre,
* Les dépenses liées aux dispositions de la législation en vigueur,
* L’exécution des prestations conformément au marché, ainsi que toute sujétion permettant de mener à bien la mission et les prestations objet du marché.

Aucune plus-value ou indemnité particulière pour méconnaissance d’inconvénients, sujétions ou difficultés de quelque nature que ce soit ne pourront être réclamées.

## ?Variation des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé " mois zéro " (M0).

Les prix sont fermes sur la première année.

A l’issue de cette période, le titulaire peut faire une demande de révision de prix, qui doit parvenir au pouvoir adjudicateur au moins deux mois avant la date anniversaire du présent marché à l’adresse mail [gie-commandes@cci-paris-idf.fr](mailto:gie-commandes@cci-paris-idf.fr) . En cas de non-respect de ce délai, aucune révision ne sera acceptée et **les prix en cours seront reconduits d’office pour la période suivante**. La demande de révision devra être accompagnée des pièces justificatives ayant servi au calcul des prix révisés ou attestant de l’augmentation des coûts. Les prix sont révisés annuellement à la date anniversaire de la notification / de la date d’effet / [date spécifique à indiquer] du présent marché par application du coefficient issu de la formule suivante :

C(n) = 12.5% + 87.5% (ICHT-N (n) / ICHT-N (0))

selon les dispositions suivantes :

* C(n)  : coefficient de révision.
* ICHT-N (n) : valeur de l’indice de référence au mois de révision.
* ICHT-N (0) : valeur de l’indice de référence au mois zéro.

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

Le mois "n" retenu pour le calcul de chaque révision périodique est celui qui précède le mois au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés sont invariables durant cette période.

La valeur finale de l’indice est celle connue à la date de révision telle que définie ci-dessus. Cette révision est considérée comme définitive.

L'indice de référence, publié(s) au par l'INSEE, est l'index « Coût horaire du travail - services administratifs et soutien

(n° 1565196) »

*En cas de disparition de l’indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l’INSEE (ou le référent concerné) afin d’assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu’il soit nécessaire de prendre en compte cette modification par voie d’avenant.*

*Dans le cas où aucune concordance n’est pas prévue, l’indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d’un commun accord entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire.*

*Le pouvoir adjudicateur notifie sa décision au titulaire, par tout moyen permettant de donner date certaine, l’indice ainsi retenu et ses conditions de mise en œuvre, sans qu’il soit nécessaire d’établir un avenant et sans préjudice des dispositions relative à la formule et à ses conditions de mise en œuvre prévus dans le présent article.*

Si la variation des indices/index entraîne une variation du prix de plus de 10 % par rapport au prix de la période précédente, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire se rencontrent pour discuter de la pertinence des indices/index et tirer les conséquences de cette variation.

## Prix promotionnels - offres promotionnelles

En cours de marché, les prix des produits figurant au marché peuvent temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d’offres de prix promotionnelles, sur l’initiative du titulaire et sans que le marché ne nécessite un avenant pour modifier les prix concernés.

Le titulaire adresse le tarif promotionnel au pouvoir adjudicateur, par tout moyen lui permettant de lui donner une date certaine, et lui donnant toutes les précisions utiles, et notamment la durée de validité de la promotion et la désignation précise des produits concernés.

Ce tarif est annexé au présent marché et constitue une pièce justificative, nécessaire au pouvoir adjudicateur.

À l’expiration de la période promotionnelle, les prix du marché sont à nouveau en vigueur. La baisse de prix s’applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion. La facture intégrant des prix promotionnels fait explicitement référence au tarif promotionnel.

* **Remise exceptionnelle**

Le pouvoir adjudicateur peut également accepter les remises exceptionnelles sur facture, éventuellement proposées par le titulaire sur les prix du marché.

# FACTURATION ET PAIEMENT

## Avance

Il est fait application de **l'option A** du CCAG applicable au présent marché.

Sauf renonciation du titulaire portée ci-dessous au présent acte d’engagement valant CCAP, une avance est versée sur la part du marché dont l’exécution n’est pas sous-traitée, dans les conditions posées aux articles R2191-3 et R2191-5 à R2191-19 du code de la commande publique.

Son assiette est calculée conformément aux modalités prévues à l’article R2191-7 du code de la commande publique.

Son taux est de 5 %.

Conformément à l’article 11.1 du CCAG applicable au présent marché, dans l’hypothèse où le titulaire est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l’article R2151-13 du code de la commande publique, le taux mentionné ci-dessus est porté à 30 %.

Le montant de l’avance versée au titulaire n’est ni révisable ni actualisable.

Le remboursement de l’avance s’effectue par précompte dès la première facture émise au titre des prestations dont le montant entre dans l’assiette de calcul de celle-là.

## Modalités de facturation / Demandes de paiement

### *Émission des demandes de paiement*

Les demandes de paiement sont émises à terme échu :

* Au début de chaque mois pour les prestations effectuées le mois précédent, dans le cas des prestations qui s’effectuent de façon continue. Le titulaire notifie alors à l’acheteur une demande de paiement mensuelle établissant le montant total, arrêté à la fin du mois précédent, des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l’exécution du marché depuis le début de celui-ci.

Outre les mentions légales, la demande de paiement mentionne

* le numéro du marché ;
* le numéro du bon de commande ;
* la désignation de la / des prestation(s) commandée(s) ;
* le montant HT de la / des prestation(s) facturée(s), en faisant apparaître le prix unitaire HT de chaque prestation et les quantités commandées par le pouvoir adjudicateur le cas échéant ;
* le montant de la TVA applicable à chaque prestation ;
* le montant TTC de la / des prestation(s) facturée(s).

De chaque demande de paiement est déduit, le cas échéant, le montant de l’avance et des pénalités applicables.

### *Communication des demandes de paiement*

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail CHORUS PRO. Lorsqu’une facture est transmise en dehors de ce portail, le pouvoir adjudicateur peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l’émetteur et l’avoir invité à s’y conformer.

La date de réception d’une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l’acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation.

Le numéro CHORUS PRO, identifiant de la structure à facturer (SIRET), sera communiqué au titulaire lors de la réunion de lancement.

## Modalités de paiement

### *Règlement des prestations - RIB*

Le paiement est effectué par virement en euros au compte ouvert au nom du titulaire.

Les sommes dues en exécution du présent marché sont réglées par virement bancaire établi à l’ordre du titulaire en les faisant porter au compte ouvert à son nom. Le titulaire fournit un RIB à cet effet [[4]](#footnote-5).

### *Délai global de paiement*

En application des articles L2192-10 et R2192-10 du code de la commande publique, le délai maximum de paiement est de 30 jours à compter de la présentation de la demande de paiement.

Ce délai est néanmoins suspendu en cas de rejet de la demande de paiement par le pouvoir adjudicateur à des fins de corrections, jusqu’à la remise d’une nouvelle facture en bonne et due forme.

### *Retard de paiement*

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à l’article R2192-32 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

En outre, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante euros (40 €).

## Modalités de paiement en cas de cotraitance et/ou sous-traitance

### *Facturation et paiement en cas de co-traitance*

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l’exécution de ses propres prestations.

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s’appliquent selon l’article 12.1 du CCAG applicable au présent marché.

### *Facturation et paiement en cas de sous-traitance*

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé réception, ou la dépose auprès du pouvoir adjudicateur contre récépissé.

Conformément à l’article R2193-12 et suivants du code de la commande publique, le titulaire a 15 jours pour faire savoir s’il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l’accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l’avis postal attestant que le pli a été refusé ou n’a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s’effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l’accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l’expiration du délai de 15 jours mentionnés plus haut, si, pendant ce délai, le titulaire n’a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l’avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu’il effectue au sous-traitant.

### *Cession ou nantissement des créances*

Les créances nées ou à naître concernant le présent marché peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles R2191-46 à R2191-63 du code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le présent marché ne peut être nanti qu’à hauteur des prestations exécutées par le titulaire ou membre du groupement conjoint à l’origine de la demande de sous-traitance.

Les coordonnées de la (des) personne (s) habilitée (s) à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances seront communiquées au titulaire lors de la réunion de lancement.

# CONDITIONS GENERALES D’EXÉCUTION DES PRESTATIONS

## Interlocuteurs du titulaire

| **NATURE DU SUIVI** | **NOM DU SERVICE OU DE L’INTERLOCUTEUR ET COORDONNEES** |
| --- | --- |
| **Suivi contractuel et administratif du marché** | Le nom de l’interlocuteur du prestataire pour le suivi administratif et contractuel du marché sera communiqué au titulaire après la notification du marché. |
| **Suivi opérationnel des prestations du marché** | L’interlocuteur du prestataire pour le suivi opérationnel du marché sera communiqué au titulaire après la notification du marché. |

## Réunion de lancement

La réunion de lancement aura lieu au plus tard 15 jours après la notification du marché.

## Démarrage des prestations

A la date de notification des prestations commence la phase de pré-exploitation du site telle qu’elle est décrite dans le CCTP du marché.

A l’issue de cette phase, un ordre de mission sera notifié au titulaire qui précise la date de démarrage effective des prestations.

## Suivi des prestations et reporting

Le titulaire met à disposition de la Direction des achats, un suivi pour toutes les prestations réalisées par le titulaire du présent marché, comprenant à minima les informations suivantes :

* comptes-rendus des réunions ;
* état des consommations par entité ;
* relevé des incidents et de leurs résolutions ;
* relevé et résultat des contrôles contradictoires ;
* bilan carbone, le cas échéant ;
* relevé du nombre de marchés subséquents faisant apparaître leur objet et leur montant facturé, le cas échéant ;

Ces informations pourront être mises à disposition sur le site du titulaire. Ce dernier communiquera à l’acheteur toutes les informations nécessaires à la connexion (en particulier les identifiant et mot de passe). À défaut, il fera parvenir à l’acheteur selon une périodicité arrêtée lors de la réunion de lancement *l’ensemble* des informations demandées ci-dessus.

## Modalités d’exécution

### *Exécution des bons de commandes*

* **Émission de bons de commande**

Les bons de commande précisent la nature et la quantité des prestations prévues par le marché dont l’exécution est demandée, sans qu’il puisse y avoir de négociation préalable avec le titulaire sur les prix indiqués dans le BPU.

Les bons de commande sont adressés soit par écrit au titulaire, soit par courriel avec accusé de réception. Ils comportent au moins les informations suivantes :

* le numéro et la date du bon de commande,
* les références de l’accord-cadre (intitulé, numéro),
* la nature des prestations concernées, les sites de livraison ou d’exécution et les prix,
* le(s) délai(s) ou date(s) d’exécution,
* le montant HT du bon de commande, le taux et le montant de la TVA, et le montant TTC du bon de commande.

Le titulaire informe le pouvoir adjudicateur, suivant les dispositions de l’article 3.7.2 du CCAG applicable au présent marché de ses éventuelles observations sur les bons de commande qui lui sont notifiés, en ce cas et conformément à l’article 3.7.3 du CCAG applicable au présent marché, les bons de commande restent purement exécutoires.

Le titulaire est informé que s’il réalise une prestation ou livre une fourniture sans avoir reçu préalablement un bon de commande conforme au formalisme ci-dessus, et dûment signé par une personne habilitée, il pourra se voir refuser le règlement de cette prestation.

* **Durée d’exécution des bons de commande**

La durée d’exécution des bons de commande est fixée unilatéralement par le pouvoir adjudicateur en fonction des contraintes de l’actualité. Le titulaire veille au respect de ces délais en mettant en œuvre les moyens nécessaires.

Les bons de commande sont en principe exécutoires à compter du jour de leur notification. Leur commencement d’exécution peut toutefois être différé, si le bon de commande prévoit expressément une date pour le début des prestations, en dérogation à l’article 13.1.2 du CCAG applicable au présent marché.

Une prolongation du délai d’exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l’article 13.3 du CCAG applicable au présent marché.

* **Annulation ou modification d’un bon de commande**

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment annuler ou modifier un bon de commande, qu’il y ait eu commencement d’exécution ou non. Le pouvoir adjudicateur remboursera toutefois les dépenses que le titulaire a éventuellement engagées en vue de l’exécution du bon de commande. L’indemnisation est proportionnelle au pourcentage d’exécution des prestations annulées.

La modification d’un bon de commande est en outre appuyée par un bon de commande rectificatif qui annule et remplace le bon de commande initial.

# ?CONDITIONS PARTICULIERES D’EXECUTION DES PRESTATIONS

## Garantie

Les garanties légales s’appliquent outre la garantie contractuelle ci-dessous.

Sauf stipulations différentes d'autres pièces du contrat, les Prestations font l'objet d'une garantie de la part du Titulaire.

L'installation de matériel ou l’exécution de travaux inclut l'obligation de remédier aux erreurs et défauts de montage.

Sont couverts, outre les frais de main-d'œuvre, les frais de mise en état des parties défectueuses ou le prix des pièces fournies en remplacement, les frais afférents aux déplacements du personnel, à l'emballage et au transport du matériel entraînés par la remise en état -qu'il y soit procédé sur le lieu d'exploitation du matériel ou dans les établissements du Titulaire - ou par le remplacement.

Pendant la durée de la garantie, le Titulaire reste tenu d'exécuter tout réglage, mise au point ou modification nécessaire pour satisfaire aux stipulations contractuelles.

Les prestations incombant au Titulaire au titre de la garantie doivent être exécutées dans les mêmes délais que ceux stipulés dans le marché, en tenant compte des contraintes de l'exploitation qui auront été portées à sa connaissance.

Le Titulaire doit prendre, à ses frais, toutes mesures éventuellement nécessaires, telles que dépannage, pour répondre au mieux à ces exigences.

Le Titulaire n'est libéré de son obligation de garantie qu'en cas d'avarie provenant de la force majeure, d'une usure normale ou d'une faute du pouvoir adjudicateur, telle que défaut de surveillance ou de maintenance, fausse manœuvre, conditions d'installation ou d'exploitation non conformes aux prescriptions d'installation, d'emploi ou de maintenance données par le Titulaire.

* + 1. Durée de la garantie

Sauf stipulations différentes d'autres pièces du marché, la durée de la garantie est de 12 mois à compter de la date de la réception ou du constat.

Si, pendant la durée de la garantie, le matériel est indisponible, par suite d'usure anormale, de rupture ou de mauvais fonctionnement d'un élément, le délai de garantie de l'ensemble du matériel rendu indisponible est majoré de toutes les périodes d'Indisponibilité.

Si, pendant la durée de la garantie, il est nécessaire de procéder au remplacement d'une partie du matériel reconnue défectueuse, le délai de garantie ne court, pour la partie considérée, que de la date de la mise en service des éléments de remplacement.

Si, à l'expiration de la garantie, le Titulaire n'a pas procédé au remplacement, le délai de garantie est prolongé jusqu'à exécution complète des réparations.

Ces stipulations ne jouent pas si l'indisponibilité, la remise en état ou le remplacement sont la conséquence d'un cas de force majeure, d'une usure normale ou d'une faute du pouvoir adjudicateur.

* + 1. Garantie de bon fonctionnement

En matière de travaux, les éléments d’équipement ne formant pas indissociablement corps avec l’ouvrage font l’objet d’une garantie de bon fonctionnement de deux (2) ans à compter de la réception de l’ouvrage.

* + 1. Garantie contractuelle de bon achèvement

Le pouvoir adjudicateur bénéficie de l’ensemble des droits prévus par la garantie légale de parfait achèvement pendant une durée de 12 (douze) mois à compter de la réception.

A ce titre, le Titulaire doit :

* Exécuter les éventuels travaux et prestations de finition et de reprise lorsque la réception est assortie de réserves ;
* Remédier à tous les désordres apparus après la réception et signalés par le pouvoir adjudicateur, de telle sorte que l'ouvrage soit conforme aux spécifications techniques du contrat ;
* Procéder, dans le cas de réception avec réserves, aux travaux confortatifs ou modificatifs dont la nécessité apparaîtrait à l'issue des essais effectués conformément au contrat.

Le Titulaire doit remédier aux imperfections et malfaçons correspondantes dans le délai raisonnable qui lui aura été fixé par le pouvoir adjudicateur ou, en l’absence d’un tel délai, trente (30) Jours après que la réserve ou le désordre ait été porté à sa connaissance.

Si ces travaux ne sont pas réalisés dans le délai prescrit, le pouvoir adjudicateur peut les faire exécuter aux frais du Titulaire, après mise en demeure de vingt et un (21) Jours restée infructueuse.

Le délai de garantie de parfait achèvement est prolongé du temps pendant lequel le Titulaire manque à son obligation.

L'obligation de parfait achèvement ne s'étend pas aux travaux rendus nécessaires par une usure normale due à l'exploitation de l'ouvrage.

* + 1. Prolongation du délai de garantie

Si, à l’expiration du délai de garantie, le Titulaire n’a pas satisfait à ses obligations au titre du parfait achèvement, le délai de garantie est prolongé pour tout ou partie des ouvrages jusqu’à l’exécution complète de ses obligations.

Sur les travaux réalisés au titre de la garantie de parfait achèvement, le Titulaire doit une garantie de six (6) mois à compter de la date d’effet de la Réception des travaux.

## Audit de la prestation

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à un audit des prestations réalisées, soit par ses services, soit par un prestataire dument habilité. L’audit pourra se dérouler soit dans les locaux du titulaire, soit dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Dans tous les cas, le titulaire sera averti, 15 jours avant l’opération d’audit :

* De la prestation ;
* De la date de réalisation de l’audit ou de la période d’audit ;
* Du lieu d’audit.

Suite à l’audit, un compte rendu sera réalisé présentant le résultat de l’audit. Si l’audit met en avant des défauts, le titulaire sera enjoint de remédier à ces manquements dans un délai fixé d’un commun accord. Le titulaire reste entièrement responsable de la prestation qu’il délivre.

Toutes personnes, qui ont, du fait de leurs fonctions, connaissance des moyens de fabrication ou toute autre information relative au titulaire sont soumises à l’obligation de confidentialité visé à l’article 5.1 du CCAG applicable au présent marché.

## Qualité des livrables

Les livrables dans le cadre du présent marché doivent être en tous points conformes aux exigences du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;

## Maintenance

Le marché prévoit la maintenance des équipements livrés, celle-ci comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur, en cas de fonctionnement défectueux de l’un des éléments faisant l’objet du marché, ainsi que l’entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées au matériel à l’initiative du titulaire. Le pouvoir adjudicateur est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s’y opposer, lorsqu’elles rendent nécessaires des changements dans ses processus de fonctionnement, à moins que le titulaire n’assume les frais de ces changements.

## Réversibilité

Afin de permettre au GIE de continuer à exploiter le site dans des conditions normales, quelles que soient les conditions de sortie du marché, le Titulaire s’engage à assurer la réversibilité totale ou partielle des prestations réalisées au titre du présent marché, à tout mettre en œuvre sur les plans juridiques et humains afin de permettre à GIE ou à tout tiers mandaté par le GIE, désigné dans ce qui suit par "nouvelle équipe", de reprendre dans les meilleures conditions l’exécution des prestations.

A ce titre, le Titulaire assure :

* La rédaction du plan de restitution,
* La présentation du site, des installations concernées et des moyens utilisés à la nouvelle équipe,
* Le suivi d’exercices pratiques sur une anomalie réelle traitée par la nouvelle équipe,
* Le transfert de connaissance des contrats et sous contrats de maintenance, des licences et de la documentation,
* Une aide et un support en réduction progressive pour assurer l’autonomie de la nouvelle équipe en fin de phase.

Durant la phase de réversibilité (3 mois), le Titulaire est responsable du niveau de service global.

Si le GIE le demande, le Titulaire certifie par écrit que les dossiers, archives, livres, documents, informations, imprimés, matériels, bases de données informationnelles, etc. dont le GIE est propriétaire, n’ont été ni conservés ni copiés par le Titulaire.

Le Titulaire s’engage sur le fait qu’aucune restriction technique ou juridique ne peut être opposée à la mise en œuvre de la réversibilité.

## Prolongation des délais

Une prolongation des délais d’exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l’article 13.3 du CCAG applicable au présent marché.

# INSERTION DES PERSONNES ÉLOIGNÉES DE L’EMPLOI

## Condition d’exécution relative à l’insertion de personnes éloignées de l’emploi

Conformément à l’article 16.1 du CCAG applicable au présent marché, le titulaire peut s’engager à réaliser une action d’insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Son niveau d’engagement est détaillée dans son offre.

L’action d’insertion est mise en œuvre dans les conditions prévues au CCAG et précisées par le présent article.

## Publics éligibles

Conformément à l’article 16.1.1 du CCAG applicable au présent marché, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent notamment de l'une des catégories suivantes :

* + - personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l’État ;
    - personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail.

## Modalités de mise en œuvre de l’action d’insertion professionnelle

Les dispositifs de recours aux personnes en insertion sont ceux décrits à l’article 16.1.2 du CCAG- applicable au présent marché, (embauche directe, mise à disposition, sous-traitance ou co-traitance) entre le titulaire du marché et la personne en insertion.

Les modalités les plus appropriées peuvent être étudiées pour faciliter la mise en œuvre de la clause d’insertion conformément à l’article 16.1.4 du CCAG applicable au présent marché.

## Coordonnées du facilitateur

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur qui sera désigné ultérieurement, dont l’intervention et la mission sont précisées à l’article 16.1.4 du CCAG applicable au présent marché.

## Globalisation des heures d’insertion

La globalisation des heures d’insertion décrite à l’article 16.1.3 du CCAG- applicable au présent marché est possible.

Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès de le pouvoir adjudicateur la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés pour un même acheteur.

Elle intervient dans l’intérêt conjoint d’entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d’insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d’insertion est ainsi plus susceptible de s’inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d’exécution du marché et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d’exécution. S’il n’y a pas de concomitance entre l’espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le marché.

Au niveau du décompte, les heures d’insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. La demande peut être déclarée recevable si elle est favorable au parcours du salarié en insertion et qu’elle recueille l’accord de le pouvoir adjudicateur.

Le candidat indiquera, dans le mémoire technique remis dans l’offre, le nombre d’heures d’insertion qu’il met en œuvre.

## Suivi et contrôle de l’action d’insertion

Conformément aux articles 16.1.4.2 à 16.1.4.5 du CCAG- applicable au présent :

* + - le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de le pouvoir adjudicateur et du facilitateur ;
    - à l’initiative du pouvoir adjudicateur, une réunion de mise au point de l’action d’insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 3 mois selon nature de l’activité ;
* les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l’exécution de la clause sociale d’insertion font l’objet d’une communication tous les 6 à 12 mois.

Ils comportent les justificatifs d’éligibilité des publics, des missions confiées et des heures réalisées suivants :

* + date d'embauche
  + type de contrat
  + poste occupé
  + justificatif de l'éligibilité des personnes recrutées
  + attestation trimestrielle d'heures d'insertion adressée au facilitateur
  + récapitulatif des factures, …

Les autres clauses du CCAG sur le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion (bilans) et les difficultés d’exécution sont applicables.

# OBLIGATIONS GÉNÉRALES DU TITULAIRE

## Responsabilité

Le titulaire est l’interlocuteur unique et direct du pouvoir adjudicateur et, à ce titre, est responsable de la totalité des prestations et de leur bonne exécution.

Il ne saurait dégager sa responsabilité dans l’exécution des prestations, sauf à apporter la preuve que le fait à l’origine du non-respect de ses engagements contractuels ne lui est pas imputable.

## Obligation de moyen et/ou de résultat

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires afin d’assurer des prestations conformes aux règles de la profession et aux prescriptions du présent marché. Les divers problèmes consécutifs au non-respect par le titulaire des engagements que la bonne exécution du présent marché lui impose seront, dans la mesure du possible, traités à l’amiable. À défaut d’arrangement, le pouvoir adjudicateur peut résilier le présent marché**.**

## Obligation de conseil

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil. Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu’il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par le pouvoir adjudicateur. Dans l’hypothèse où il n’aurait pas respecté cette obligation, le titulaire concerné ne saurait se prévaloir d’une incohérence dans le présent marché pour s’exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d’une décision du pouvoir adjudicateur, différente de celle qu’il aurait préconisée.

## Obligation d’information

Le titulaire est tenu de signaler au pouvoir adjudicateur tous les éléments qui lui paraîtraient de nature à compromettre la bonne exécution de la prestation.

# RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

## Principes

Le GIE a la volonté d’associer étroitement ses fournisseurs à ses valeurs, notamment en vue de respecter et de promouvoir les principes de responsabilité sociétale d’entreprise.

A cet égard, le Titulaire s’engage, en son nom et pour le compte de ses Sous-traitants et fournisseurs, à exécuter ses obligations conformément à cette démarche et, notamment :

* A promouvoir des conditions de travail satisfaisantes, garantissant la santé et la sécurité des personnels et des tiers, en mettant notamment en œuvre des dispositifs de sécurité éprouvés et en développant des actions de formation et de sensibilisation sur ce domaine ;
* A préserver l’environnement et les milieux naturels, en s’appuyant notamment sur les compétences et le savoir-faire de ses personnels et en utilisant des technologies sûres et économes en énergie ;
* A contribuer au développement d’une économie plus circulaire en privilégiant l’éco conception, en réduisant la production de déchets et en valorisant ceux qui n’ont pu être évités ;
* A faciliter l’intégration professionnelle des personnes handicapées ou éloignées de l’emploi ;
* A respecter les principes fixés par les conventions de l’Organisation Internationale du Travail et, plus généralement, les normes de droit international et national applicables au Contrat et relatives aux droits fondamentaux de la personne humaine ;
* A proscrire, dans le cadre de l’exécution du Contrat, éviter tout conflit d’intérêt, garantir la confidentialité des informations échangées et veiller au respect des principes d’équité, de transparence et d’impartialité dans les pratiques commerciales.

Le GIE se réserve le droit de demander au Titulaire tout élément permettant de démontrer qu’il s’est conformé aux prescriptions du présent article et de procéder ou de faire procéder à des audits.

En cas de non-respect du présent article, le GIE peut résilier de plein droit avec effet immédiat et sans indemnité le Contrat sans préjudice de tout recours que le GIE déciderait d’intenter contre le Titulaire.

## Lutte contre la corruption

Le Titulaire garantit pendant toute la durée du Contrat qu’il a une parfaite connaissance et respecter la législation applicable ayant trait à la lutte contre la corruption ;

Il s’engage à se conformer à l’ensemble des législations visant à incriminer les faits de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité dans les pays dans lesquels il exerce ses activités ainsi qu’à l’ensemble des législations internationales en la matière.

Le Titulaire garantit qu’il n’a accordé ou n’accorde, directement ou indirectement, aucun don, cadeau, paiement, rémunération ou avantage quelconque (voyage, manifestations culturelles ou sportives, etc.) à tout salarié, dirigeant ou représentant du pouvoir adjudicateur en vue de ou en contrepartie de la conclusion ou de l’exécution du Contrat.

Le Titulaire garantit qu’il a mis en place, les règles, systèmes, procédures et contrôles appropriés visant à prévenir la commission de faits de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité et s’engage à les maintenir pendant toute la durée du marché. De plus, le Titulaire assure avoir mis en œuvre des règles et procédures permettant de s’adapter aux évolutions futures du cadre normatif existant.

Le Titulaire déclare que ni lui-même , ni aucun de ses administrateurs, dirigeants, agents, intermédiaires, collaborateurs ou personnes qui lui est associé ne se trouve être frappé d’une quelconque interdiction ou se trouve être inscrit sur une liste de sanctions, établie par un organisme gouvernemental ou international, l’interdisant ainsi de répondre aux appels d’offre, de contacter ou de travailler avec cet organisme en raison d’actes de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité avérés ou présumés.

Le Titulaire certifie ne pas avoir fait l’objet d’une condamnation pour des faits de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. Il reconnait également ne pas avoir bénéficié d’une procédure transactionnelle faisant suite à la commission de faits de même nature »)

Le Titulaire s'engage à faire preuve d’une parfaite transparence en informant immédiatement le pouvoir adjudicateur, de la commission d’actes de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité, soupçonné ou avéré, mettant en cause le Titulaire lui-même ou une des personnes qui lui est associé, manquement intervenu pendant la durée d’exécution de ce présent contrat.

En cas de violation par le Titulaire de ses engagements au titre du présent article, le pouvoir adjudicateur est en droit de résoudre de plein droit, et sans qu’aucune indemnité ne soit dû, ce présent contrat, à la charge et aux torts exclusifs du Titulaire.

Le Titulaire s’engage à indemniser le pouvoir adjudicateur contre tout dommage, de quelque nature que ce soit, causé par la violation par de l'un des engagements exposés dans le présent article.

Le GIE se réserve le droit, pendant toute la durée du présent marché, de mener un droit d’audit du Titulaire afin de s’assurer du respect des dispositions du présent article. A cet effet, le Titulaire s’engage à tenir et à mettre à disposition du GIE les archives relatives à ses activités, y compris les documents comptables, tenues et conservées de manière à garantir leur intégrité sous une forme exploitable par le GIE. De plus, le Titulaire s’engage, à première demande, à apporter la preuve de l’existence des règles, systèmes, procédures et contrôles mis en place par lui dans le but de prévenir la commission d’actes de corruption, de trafic d’influence, de concussion, de prise illégale d’intérêt, de détournement de fonds publics, de favoritisme ou de tout autre manquement à la probité.

En cas de non-respect du présent article, le pouvoir adjudicateur peut résilier de plein droit avec effet immédiat et sans indemnité le marché sans préjudice de tout recours que le pouvoir adjudicateur déciderait d’intenter contre le Titulaire.

Le Titulaire garantit qu’il respecte la législation sociale à laquelle il est soumis. Il garantit également que les Prestations seront réalisées conformément à la législation sociale en vigueur.

## Réglementation sociale

A ce titre, le Titulaire s’engage à respecter les obligations législatives et réglementaires applicables en matière de gestion du personnel et notamment à s’acquitter de l’ensemble des obligations lui incombant au regard des articles

Le Titulaire certifie par ailleurs que le travail nécessaire à l’exécution des Prestations sera réalisé par des salariés régulièrement employés notamment au regard des articles 3243-2 (remise de bulletins de salaire & livre de paie) et L. 1221-13 (registre du personnel) du Code du travail.

Le Titulaire certifie que les Prestations seront exécutées par des salariés embauchés conformément à la réglementation sociale et fiscale en vigueur et qu'il est fait notamment application des dispositions des articles L. 8222-1 à L. 8222-7, L. 8271-1, L. 8254-1, R. 8221-1 à R. 8222-3, D. 8222-4 à D. 8222-8, D. 8254-1 à D. 8254-3 du Code du travail et des articles L. 243-15 et D. 243-15 du Code de la sécurité sociale, ou toutes autres dispositions équivalentes en vigueur.

A cet effet, le Titulaire s'engage à remettre au GIE, avant la date de notification et tous les six mois au cours de son exécution, les documents visés aux articles D.8222-5 et D.8254-2 du Code du travail dont notamment :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale ;

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K bis) ;

- le cas échéant, une liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail, précisant pour chaque salarié (i) sa date d'embauche, (ii) sa nationalité, (iii) le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Il est précisé que si le GIE n’a pas reçu lesdits documents dans le mois suivant chacune des échéances semestrielles, CCR pourra soit différer le paiement du prix au Titulaire jusqu’à la remise desdits documents, soit procéder à la résiliation de plein droit du marché, sans aucun préavis ni aucune indemnité au profit du Titulaire et sans préjudice de tous dommages et intérêts qu’il serait fondé à réclamer au Titulaire.

Le Titulaire s’engage à faire respecter ces engagements par ses éventuels sous-traitants.

Les dispositions du présent article constituent une condition essentielle du marché, sans lesquelles le pouvoir adjudicateur n'aurait pas contracté avec le Titulaire.

## Développement durable

Le Titulaire s’engage dans une amélioration continue de l’impact environnemental lié à l’activité du marché conformément au plan de progrès obligatoire à mettre en place.

# CONSTATATION DE L’EXÉCUTION DES PRESTATIONS

## Opérations de vérification quantitative et qualitative

Les opérations de vérification quantitative et qualitative sont menées dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou sur le site de l’évènement. Par dérogation de l’article 27.3 du CCAG FCS, l’acheteur n’avise pas le titulaire des jours et heures fixés pour les opérations de vérification, ce dernier n’y assistant pas.

Par dérogation à l’article 28 du CCAG applicable au présent marché, le pouvoir adjudicateur effectue après livraison sur site, les opérations de vérification quantitative et qualitative.

Par dérogation à l’article 28-2 du CCAG applicable au présent marché le pouvoir adjudicateur dispose de 10 jours ouvrés pour vérifier que les prestations sont conformes à la commande.

## Décision après vérification

A l’issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prononce, dans les conditions définies à l’article 30 du CCAG FCS :

* Soit une décision d’admission des prestations ;
* Soit une décision d’ajournement des prestations ; cette décision doit être motivée ;

Si les opérations de vérification ne donnent pas satisfaction, le titulaire doit y remédier, soit par une mise au point immédiate du matériel, soit par un échange du ou des appareils défectueux, dans un délai de trois jours ouvrés à compter de la demande formulée par le pouvoir adjudicateur.

* Soit une décision d’admission avec réfaction ; cette décision doit être motivée.

Si les prestations, sans être entièrement conformes au marché, peuvent être admises en l’état, le pouvoir adjudicateur peut décider de les admettre, moyennant l’application d’une réfaction de prix proportionnelle avec les imperfections constatées.

* Soit une décision de rejet partiel ou total des prestations ; cette décision doit être motivée.

# ?PÉNALITÉS ET SANCTIONS

## Généralités sur les pénalités et sanctions associées aux pénalités

Les stipulations de l’article 14 du CCAG applicable au présent marché sont applicables.

Il est rappelé, conformément à l’article 14.1 du CCAG applicable au présent marché, que les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 20 du CCAG applicable au présent marché. Elles sont encourues du simple fait de la constatation du retard par pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l’article 14.1.3 du CCAG applicable au présent, le titulaire n’est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités prévues aux articles 14.2 et 14.2.2, s’entendent sans mise en demeure préalable.

Toutes les pénalités prévues aux paragraphes suivants, c’est-à-dire prévues aux articles 14.2 et 14.2.2, sont cumulables.

Si le montant cumulé des pénalités depuis le début de l’exécution du marché atteint 10 % du montant (annuel) HT du marché, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché aux torts du titulaire dans les conditions fixées à l’ARTICLE 23 - « règlement des litiges » ci-dessous.

## Pénalités

### *Pénalités de retard*

Par dérogation à l’article 14.1.1 du CCAG applicable au présent marché, si l’un quelconque des délais contractuels d’exécution du marché, tel que fixé au présent marché ou dans l’offre du titulaire, est dépassé, les pénalités prévues à l’annexe du présent AE CCAP « KPI et Pénalités » sont applicables.

### *Pénalités* *spécifiques*

Les pénalités spécifiques sont fixées à l’annexe « KPI et Pénalités ».

## Sanctions

### *Travail dissimulé au sens des articles L8221-3 et suivants du code du travail*

Conformément aux dispositions de l’article L. 8222-6 du code du travail, en cas de non-respect de la législation en vigueur, conformément aux dispositions des articles L.8222-3 à L. 8222-5 du code du travail, le titulaire encourt la résiliation du marché, après mise en demeure demeurée sans effet au terme du délai de 15 jours fixé par l’article R.8222‑3 du code du travail.

### *Non reconduction pour non-présentation des attestations sur l’honneur prévues au code du travail*

Faute de la fourniture par le titulaire des attestations prévues à l’article 21.1 du présent document, le présent marché sera résilié de plein droit.

### *Résiliation pour faute du titulaire*

La décision de résiliation doit indiquer que le pouvoir adjudicateur fera procéder par un tiers à l’exécution des prestations prévues au marché aux frais et risques du titulaire.

La décision de résiliation, quelle qu’en soit le motif donne lieu à la notification d’un décompte de résiliation au titulaire du marché.

# ?CLAUSE DE RÉEXAMEN ET DE PROGRES

Conformément aux dispositions de l’article L2194-1 du code de la commande publique, le présent marché peut être modifié dans les conditions ci-dessous, sans que ces modifications viennent changer l’objet ou la nature globale du marché.

## Augmentation et diminution du volume des Prestations – Possibilité d’extension du marché

Le nombre et la nature des prestations réalisées par le Titulaire peuvent être modifiés, notamment à l’occasion des événements suivants :

* Vente totale ou partielle du Site ;
* Cessation totale ou partielle de l’occupation du Site ;
* Location partielle du Site.

Le contenu du marché peut donc, à la demande du GIE, subir des variations de périmètre ou de volume des prestations ou de surfaces des locaux.

Un préavis de modification à la hausse ou à la baisse du périmètre des Prestations sera notifié au Titulaire par tout moyen écrit permettant de donner date certaine. Ce préavis sera notifié au minimum de trois (3) mois avant la date prévue d’entrée en vigueur de la modification.

Dans un délai de quinze (15) Jours suivant la notification de la modification, les parties se rencontreront pour déterminer, d’un commun accord, un nouveau prix au marché, selon les bases suivantes indiquées ci-dessous.

Dans tous les cas, en cas de modification du périmètre des Prestations ouvrant droit à une modification du prix du marché, les parties rechercheront de bonne foi un prix du marché reflétant la variation constatée. A défaut de la fixation amiable d’un nouveau prix dans un délai de soixante (60) jours à compter de la rencontre des Parties, le pouvoir adjudicateur pourra résilier le marché.

Les modifications de périmètre et de prix font l'objet d'un avenant.

* Diminution du périmètre
  + Pour une diminution du périmètre des prestations entraînant une baisse du montant annuel du Contrat inférieure à 20 %, le prix du marché est revu à la baisse et le Titulaire ne pourra faire valoir le droit à une quelconque indemnité.
  + Pour une diminution du périmètre des prestations entraînant une baisse du montant annuel du Contrat supérieure à 20%, les Parties s’engagent à se rencontrer afin de discuter des modalités financières pour la poursuite du contrat.
* Augmentation du périmètre
  + En cas d’augmentation du volume ou du périmètre par rapport au marché en cours, le Titulaire ne pourra faire valoir de droit à une quelconque indemnité.
  + Le nouveau prix du marché déterminé par les Parties est dû à partir de la date de démarrage effective du service ou de l’installation concernée.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d’attribuer ce volume supplémentaire à une autre entreprise que le Titulaire. Dans ce cas, la rémunération due au titre du marché reste inchangée.

## Modification(s) et/ou ajout(s) de prestation et/ou de matériel

Pendant la durée d’exécution du marché, les parties peuvent convenir de modifications et/ou d’ajouts d’une (des) prestation(s) et/ou matériel(s).

Sont notamment concernés (liste non limitative et non exhaustive) :

* Les modifications et/ou ajouts rendus nécessaires suite à des évolutions d’ordre technique ou technologique.

Ces évolutions peuvent notamment aboutir à :

* + La substitution de la prestation ou du matériel initial par une prestation ou matériel de remplacement conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au marché et a minima techniquement équivalent à la prestation ou au matériel proposé(s) initialement ;
  + Et/ou l’ajout d’une nouvelle prestation ou d’un nouveau matériel par déclinaison fonctionnelle ou accessoire ou option à celui déjà existant au marché.
* Les modifications et/ou les ajouts rendus nécessaires suite à une évolution réglementaire et/ou normative ;
* Les modification et/ou ajouts rendus nécessaires à la bonne exécution du marché. La prestation et/ou le matériel est nécessaire à la bonne exécution du marché lorsqu’il permet de répondre à une évolution du besoin identifié par le pouvoir adjudicateur. La prestation ou le matériel n’était pas commercialisé au moment du dépôt des offres du présent marché ou non mentionné(e) dans le bordereau de prix du présent marché.

Sont notamment concernés :

* Les évolutions liées à la hausse ou à la baisse du nombre de collaborateurs du Groupe CCI Paris Ile-de-France, utilisateurs des prestations objet du présent marché, ainsi que la diminution ou l’ajout du nombre de bureau(x) ;
* Les évolutions réglementaires rendant nécessaires l’ajout de prestations non prévues initialement au contrat
* Modalités de mise en œuvre des modifications

La partie au marché à l’origine de la demande en informe l’autre partie par écrit au plus tard deux mois avant la date souhaitée d’ajout ou de modification. Elle produit à l’appui de sa demande tout dossier motivé détaillant l’objet de sa demande.

La partie destinataire du dossier dispose d’un délai de trente jours calendaires à compter de sa réception pour valider la modification ou l’ajout, ou faire part de ses observations et, le cas échéant, transmettre l’impact financier de la modification ou de l’ajout demandé. À défaut de réponse dans ce délai, la demande de modification ou d’ajout est réputée refusée.

* **Si la modification indiquée ci-dessus a une incidence sur l’une des informations renseignées au bordereau de prix (qu’ils soient unitaires ou forfaitaires)**, l’acceptation de la modification est formalisée par la notification d’un nouveau bordereau de prix, qui remplace le précédent.

Les nouveaux prix s’appliquent aux commandes émises à compter de la notification de l’acceptation de la modification.

Le cas échéant, les nouveaux prix sont applicables aux mensualités suivant la modification de l’acceptation de la modification

* **Si la modification indiquée ci-dessus porte sur une des informations contenues dans le présent document,** elle sera formalisée par le biais d’un avenant.

## Modifications temporaires en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l’exécution du marché est rendue temporairement impossible en raison d’une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir au moment de la conclusion du marché, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d’exécution du marché (par exemple : difficultés d’approvisionnement en matières premières ou de production, édiction par une autorité publique de mesures venant restreindre, interdire, ou modifier l’exercice de certaines activités en raison d’une telle circonstance), le titulaire peut proposer au pouvoir adjudicateur :

* Une modification des références initiales de produits par des références conformes aux conditions et normes similaires au présent marché ;
* Une prestation de substitution permettant d’assurer la continuité de l’exécution contractuelle sans surcoût :
* Une modification des délais contractuels ;
* Une modification des prix initiaux ou résultant de l’application des clauses de révision prévues au marché, sous réserve que cela ne constitue pas une modification de l’équilibre financier du présent marché au profit du titulaire.

Cette demande est accompagnée de justificatifs permettant d’apprécier le bien-fondé de la demande.

Après validation écrite du pouvoir adjudicateur, la prise en compte de ces modifications est notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine. À défaut de réponse par le pouvoir adjudicateur dans un délai de quinze jours, la demande est réputée rejetée.

Ces modifications prennent la forme d’une décision unilatérale qui précise la date d’entrée en vigueur ainsi que la durée d’application des modifications. Ces modifications s’appliquent aux commandes émises à compter de cette date.

À la fin de la période d’application prévue, le pouvoir adjudicateur et le titulaire examinent de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d’exécution du marché est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelles modifications doivent faire l’objet d’une nouvelle décision unilatérale.

Aucune reconduction tacite n’est possible.

## Clause de progrès

Les plans de progrès visés ci-après s’appliquent à l’ensemble des prestations hors travail protégé et contrat en cours passés par le GIE que le Titulaire gère et pilote si ces derniers ne comprennent pas de clause de plan de progrès.

* Plan de progrès obligatoire

Pendant toute la durée du marché, le Titulaire s'engage à optimiser l’exécution des prestations objet du marché.

Le plan de progrès proposé par le Titulaire doit faire l’objet d’une argumentation détaillée, expliquant les éventuelles évolutions dans l’exécution des Prestations. Le contrôle du respect de ce plan de progrès par le Titulaire est réalisé chaque année à l'occasion de la réunion de synthèse annuelle.

Le plan de progrès proposé par le Titulaire doit développer les thèmes suivants :

* Amélioration du confort des occupants ;
* Performance économique des Prestations
* Amélioration de l’impact environnemental lié à l’activité du marché.

Pour chacun de ces axes, le Titulaire détaillera :

* Les actions à mettre en œuvre à court (0 à 12 mois), moyen (13 à 24 mois) et long terme (> 25 mois)
* Les résultats attendus de ces actions
* Les indicateurs mis en place pour assurer le suivi des actions
* Le coût de mise en œuvre
* Une analyse des risques correspondant à chaque action proposée.

Le plan de progrès est mis à jour annuellement et doit rendre compte de la force de proposition du Titulaire sur les Prestations réalisées.

Par ailleurs, en complément, le Titulaire a une obligation de conseil s’inscrivant dans le cadre du Contrat et d'optimisation des moyens mis en œuvre pour réduire les coûts d’exploitation.

A ce titre, le Titulaire a la possibilité de proposer au pouvoir adjudicateur des projets de modifications plus importants de leurs organisations (Titulaire et GIE) afin de leur permettre de réaliser ensemble des économies au-delà du cadre du plan de progrès contractuel précédemment cité. Tout projet de ce type doit être argumenté et chiffré au moyen d'un dossier synthétique mettant en évidence les avantages et inconvénients liés au projet ainsi que le potentiel d'économies qui en découle.

En cas d'accord du GIE pour la mise en œuvre des modifications d'organisation proposées par le Titulaire, les parties conviennent de partager à parts égales les économies ainsi réalisées (à l’exclusion des économies d’énergies réalisées), pour la durée restant à courir du marché.

La part de ces économies vient mensuellement en variation des factures émises par le Titulaire.

En complément du plan de progrès, le pouvoir adjudicateur mesurera la satisfaction des occupants du site faisant l’objet de la prestation. Pour cela le Titulaire mettra en place une enquête de satisfaction auprès des occupants réalisée par un organisme indépendant. Cette enquête permettra d’identifier les actions palliatives à mettre en place si besoin afin d’améliorer la satisfaction des occupants.

Les moyens et méthodologies à mettre en place pour cette enquête seront décidés par le GIE qui en informera le Titulaire

# SOUS-TRAITANCE

Conformément aux articles L2193-1 et suivants du CCP, **la sous-traitance n’est possible que pour les services et les travaux**.

Le titulaire du marché peut recourir à la sous-traitance dans les conditions définies aux articles R2193-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

La sous-traitance totale du marché est interdite.

# CESSION DU MARCHÉ

Sous réserve de l’obtention de l’accord préalable du pouvoir adjudicateur, le titulaire peut céder tout ou partie du marché au bénéfice d’un tiers. La cession est entendue comme la reprise pure et simple, par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant du présent marché. Cette cession ne peut remettre en cause les éléments essentiels relatifs au choix du titulaire et du marché lui-même.

Ainsi, le titulaire doit informer dans les plus brefs délais la Direction des Achats du GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France de tout projet de cession totale ou partielle du marché, résultant le cas échéant d’un projet de fusion ou d’absorption de l’entreprise titulaire.

En vue d’obtenir l’accord préalable du pouvoir adjudicateur, il transmet, en temps utile et dès qu’il en dispose, les éléments nécessaires pour apprécier la validité de ce transfert, et notamment tous les éléments et documents nécessaires à l’appréciation des capacités techniques, professionnelles et financières, ainsi qu’à la régularité de la situation fiscale et sociale du cessionnaire.

En cas d’acceptation de la cession du marché par le pouvoir adjudicateur, elle fera l’objet d’un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

Dans l’hypothèse d’une cession partielle du marché, les droits et obligations résultant du marché peuvent être confiés à un nouveau cotraitant ou à un cotraitant déjà membre du groupement titulaire, dans les conditions indiquées au présent article.

# PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de R.2122-7 du code de la commande publique, la réalisation de prestations similaires à celle du marché pourra être exécutée par le titulaire du présent marché dans le cadre d’un ou de plusieurs marchés négociés qui seront passés ultérieurement à la notification du présent marché.

La durée pendant laquelle ce ou ces marchés peuvent être conclu(s) ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

# CONFIDENTIALITÉ ET MESURES DE SÉCURITÉ

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG applicable au présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG applicable au présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

# PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL

Conformément à l'article 5.2 du CCAG applicable au présent marché, chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

## Description du traitement de données à caractère personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet du marché (cas des données collectées dans le cadre de l’extranet fournisseur).

## Obligations du titulaire

Le titulaire s'engage à :

* présenter des garanties suffisantes au sens de la loi du 6 janvier 1978 modifiée ;
* traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement ;
* traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur ;
* recueillir l’accord des intéressés pour toute collecte de données à caractère personnel lorsque cet accord est requis par la réglementation en la matière ;
* garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché ;
* veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, des principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut ;
* ne pas utiliser les documents et fichiers informatiques à des fins autres que celles spécifiées au présent marché, y compris en ce qui concerne les transferts de données vers un pays tiers, à moins qu'il soit tenu d'y procéder en vertu du droit français ou du droit de l'Union européenne. Dans ce cas, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs d'intérêt public ;
* ne pas communiquer les produits réalisés, documents et fichiers à d’autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir l'acheteur ainsi que le personnel chargé par le titulaire d’exécuter les prestations ;
* prendre toutes mesures de sécurité matérielle permettant de conserver les fichiers informatiques utilisés dans le cadre du présent marché et d’éviter toute déformation, endommagement et toute utilisation détournée ou frauduleuse de ceux-ci.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le titulaire communique à l'acheteur la liste et les caractéristiques des traitements (dont les données utilisées dans ce cadre) qu'il met le cas échéant en œuvre, pour les besoins du présent marché, en qualité de responsable du traitement au sens du Règlement général sur la protection des données susmentionné. Il s'interdit toute utilisation et toute cession, à titre gratuit ou onéreux, à des fins commerciales des données utilisées dans ce cadre.

### *Autorisation de désignation d'un autre prestataire*

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, sauf pour la fourniture des matériels, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du marché de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

### *Droit d'information des personnes concernées*

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

### *Exercice des droits des personnes*

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : cpdp@cci-paris-idf.fr

### *Notification des violations de données à caractère personnel*

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : voie électronique à l’adresse indique ci-dessus.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au DPO du groupe CCIR, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

* la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
* le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
* la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
* la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

### *Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations*

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

### *Mesures de sécurité des données à caractère personnel*

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

* la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
* les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
* les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
* une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
* prendre toutes mesures techniques et organisationnelles pour assurer la confidentialité et la sécurité des données lors des opérations de développement et de maintenance du matériel informatique utilisé dans le cadre du présent marché.

### *Durée et modalités de conservation des données*

La durée et les modalités de conservation des données sont les suivantes : durée de conservation des données limitée strictement à la durée du marché.

### *Sort des données*

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à ne conserver aucune copie des produits réalisés, des documents et des fichiers informatiques à l'issue du marché, à les renvoyer à l'acheteur ou, selon les instructions de celle-ci, à produire l’attestation de la destruction de ces données, dûment signée par une personne habilitée.

### *Délégué à la protection des données*

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

### *Registre des catégories d'activités de traitement*

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

* le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
* les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
* le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
* une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
* la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
* des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
* des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
* une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

### *Documentation*

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

## Obligations de l'acheteur

L'acheteur s'engage à :

* fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
* documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
* veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
* superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

# DROIT DE PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE ET INTELLECTUELLE

Dans cet article, on entend par pouvoir adjudicateur, toute entité, direction ou tout service qui prescrit, sous quelque forme que ce soit, les prestations objet d’un droit de propriété intellectuelle ou industrielle.

## Droits de propriété antérieurs au marché

### *Définition des droits de propriété antérieurs*

Chaque Partie reste propriétaire ou titulaire des droits de propriété intellectuelle de toute nature (brevets, marques, propriété littéraire et artistique, etc.), des savoir-faire et des connaissances qu'elle possède au moment de l’attribution du marché ou sur lesquels elle détient une licence d'exploitation, l'ensemble étant ci-après désigné par « Connaissances Antérieures ». À ce titre, elle reste libre de les exploiter, dans la limite des droits dont elle disposait, et sauf à préserver les droits de l’autre Partie tels qu’ils sont définis ci-après aux articles « Périmètre d’utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire », « Dispositions communes aux Parties » et « Droits générés par le présent marché ».

### *Périmètre d’utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire*

Le Titulaire s'engage à n'utiliser pour l'exécution du marché que des Connaissances Antérieures :

1. Appartenant au domaine public et qui sont donc librement exploitables par le pouvoir adjudicateur et reproductibles sans limitation par quiconque ou,
2. Dont le Titulaire a la pleine propriété ou la libre exploitation, avec droit de les transférer à un tiers, et sous réserve d'avoir fait connaître à la signature du marché l'existence de ces droits pouvoir adjudicateur ou,
3. Dont le pouvoir adjudicateur a la propriété ou la libre exploitation.

Si le Titulaire met en œuvre des Connaissances Antérieures citées au point c) ci-dessus, il s'engage à ne les exploiter que dans le cadre de l'exécution de la prestation objet du marché.

Si, en cours de marché, le Titulaire entend faire usage de Connaissances Antérieures citées au point b) susvisé, il avertit préalablement par écrit le pouvoir adjudicateur qui dispose de vingt et un (21) jours après notification pour lui donner son accord, le silence valant refus.

En cas de refus par le pouvoir adjudicateur et si le Titulaire persiste dans sa demande, le marché peut être résilié.

Par ailleurs, en cas d'utilisation de Connaissances Antérieures visées au point b) ci-dessus, le pouvoir adjudicateur bénéficie de plein droit et sans frais additionnel d'une licence d'utilisation des Connaissances Antérieures et ce pour la durée de vie des droits de propriété intellectuelle qui y sont attachés.

Dans le cadre de cette licence :

* Le pouvoir adjudicateur a le droit d’utiliser les Connaissances Antérieures pour l’exploitation de l’Ouvrage et des études associées ;
* Si l'exploitation de l’Ouvrage et des études associées, est confiée à un tiers, celui-ci bénéficiera de plein droit, sans frais additionnel, d'une sous-licence d'utilisation ;
* Le pouvoir adjudicateur a le droit de sous-licencier les droits d’utilisation des Connaissances Antérieures à tout tiers de son choix dans la mesure où (i) le pouvoir adjudicateur a recours à ce tiers pour l’utilisation des Résultats et (ii) qu'il n'est pas raisonnablement possible d'exploiter ces Résultats sans mettre en œuvre les Connaissances Antérieures ;
* Le pouvoir adjudicateur s'engage à imposer à ses sous-licenciés de ne pas exploiter les Connaissances Antérieures objet de la sous-licence à d'autres fins que celles visant à permettre au pouvoir adjudicateur d’exécuter ses missions de service public ;
* Le pouvoir adjudicateur est autorisé à apporter aux Connaissances Antérieures, à ses frais et risques, toute modification, adaptation ou arrangement nécessaire pour satisfaire en permanence ses besoins.

### *Dispositions communes aux Parties*

Dès lors que des Connaissances Antérieures citées aux points b) ou c) de l’article «Périmètre d’utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire» sont mises en œuvre dans le cadre du présent marché, chaque Partie ne pourra effectuer des publications, ou des communications orales, relatives aux Connaissances Antérieures de l'autre Partie, sans demander par écrit son autorisation préalable à la Partie propriétaire des droits, ou titulaire du droit d'exploitation, sur ces Connaissances Antérieures.

## Droits générés par le présent marché

### *Dispositions communes sur les droits de propriété et d'exploitation des Résultats*

En ce qui concerne les Résultats, les Parties conviennent des dispositions ci-après :

Dévolution au pouvoir adjudicateur des droits de propriété sur les Résultats

Le pouvoir adjudicateur acquiert au titre du marché l'intégralité des droits de propriété sur les Résultats et sur tout document les formalisant, tel que les études, plans et graphiques remis par le Titulaire dans le cadre du marché. Dès lors, en ce qui concerne les Résultats relevant de la propriété littéraire et artistique, le pouvoir adjudicateur dispose, sans coût additionnel, de tous les droits d'exploitation, de la manière la plus large et sans réserve, et notamment du droit de reproduction, de représentation, d'adaptation, de modification, de distribution, d'usage sous toutes ses formes selon tous modes présents ou à venir et sur tous supports, pour tous usages et toutes destinations, et ce pour le monde entier et pour la durée de validité des droits, par lui-même ou par tout tiers de son choix.

En conséquence, le Titulaire renonce à tout droit sur les Résultats.

### *Garanties contre les revendications des tiers*

Le Titulaire garantit le pouvoir adjudicateur contre les revendications des tiers concernant les droits de propriété littéraire, artistique ou industrielle, les procédés ou les méthodes mis en œuvre pour l'exécution du marché au titre des articles « Droits de propriété antérieurs au marché » et, le cas échéant, « Droits générés par marché ».

À ce titre, le Titulaire sera responsable de tout préjudice subi par le pouvoir adjudicateur dans les limites visées à l'article « Responsabilité ».

Toutefois, cette garantie ne sera pas due lorsque la revendication du tiers porte sur des Connaissances Antérieures mises en œuvre au titre de l'article « Périmètre d’utilisation des Connaissances Antérieures par le Titulaire » point C).

Conformément à l'article 37 du CCAG-FCS, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement. Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

# DOCUMENTS À FOURNIR EN COURS DE MARCHÉ

## Attestations du code du travail en vue de la reconduction du marché

Le marché sera reconduit sous réserve que le titulaire ait fourni à la date de reconduction les pièces et attestations sur l’honneur valides (datant de moins de 6 mois) prévues à l’article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par le GIE Groupe CCI Paris Ile-de-France, à l’adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

## Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d’exécution, le titulaire devra justifier qu’il est couvert par un contrat d’assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu’il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l’importance de la prestation.

À tout moment durant l’exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

## Constitution d’une base de données économiques, sociales et environnementales

Conformément à l’article L2312-18 du Code du travail, l’UES CCI Paris Ile de France a l’obligation de constituer une base de données économiques, sociales et environnementales.

Dans ce cadre, en tant que fournisseur, le titulaire de marché doit fournir annuellement à la Direction des Achats, pour l’année N, les effectifs qu’il va mettre à disposition des entités de l’UES CCI Paris Ile-de-France, par site ainsi que le nombre éventuel d’accidents du travail survenus durant la mise à disposition de ces salariés.

Les informations relatives aux effectifs seront demandées au début du mois de décembre de l’année N-1, pour l’année N. Sous peine de se voir appliquer une pénalité de 500 €, les informations devront être transmises avant le 15 janvier de l’année N, sous réserve des bons de commandes émis.

Les informations relatives aux éventuels accidents du travail seront à transmettre semestriellement au début du mois de juin de l’année N puis au début du mois de décembre de l’année N.

En fin de marché, il sera demandé au titulaire sortant de fournir ces données pour l’année en cours, 3 mois avant la fin effective du marché.

# RÉSILIATION

## Résiliation pour faute du titulaire

En complément à l’article 41 du CCAG FCS, la résiliation pour faute du titulaire se fera aux frais et risques de celui-ci. La résiliation pour faute du titulaire se fera conformément à l’article 14.3.3 du présent document.

## Résiliation pour motif d’intérêt général

Conformément à l’article 42 du CCAG FCS, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin au marché à tout moment pour motif d’intérêt général.

L’indemnisation pour résiliation est calculée conformément à l’article 42 du CCAG FCSet le marché résilié est liquidé dans les conditions de l’article 43.2 du CCAG FCS.

## Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du présent marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du présent marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du présent marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

# RÈGLEMENT DES LITIGES

## Règlement amiable des litiges

Les parties s’efforceront de régler par voie amiable les différends, qui pourraient survenir lors de l’exécution du présent marché. Les différents moyens de règlement amiable sont les suivants :

* **Conciliation**

Si des difficultés surviennent à l’occasion de l’exécution du marché, le pouvoir adjudicateur et le Titulaire pourront recourir à la conciliation par le biais du comité consultatif de règlement amiable des différends relatifs aux marchés, conformément aux dispositions de l’article R2197-1 et suivants du Code de la commande publique.

* **Médiation**

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire pourront recourir au Médiateur des entreprises.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d’aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Les échanges intervenus entre les parties en application du présent article relatif au règlement amiable des litiges doivent rester confidentiels.

Après épuisement des moyens de recours amiables prévus ci-dessus ou dans l’hypothèse où, à l’issue d’un délai de 3 mois le différend n’aurait pas trouvé de solution acceptable pour les 2 parties, il appartiendra à la plus diligente d’entre elles de saisir la juridiction compétente du litige.

## Différends entre les parties

À défaut d’accord amiable, le litige est porté devant le Tribunal administratif de Paris, c’est-à-dire le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel le pouvoir adjudicateur a signé le contrat conformément à l’article R312-11 ducode justice administrative :

7 rue de Jouy, 75181 Paris CEDEX 04,

Tél : 01 44 59 44 00

Télécopie : 01 44 59 46 46

Courriel : [greffe.ta-paris@juradm.fr](mailto:greffe.ta-paris@juradm.fr)

# SIGNATURE DES PARTIES

## Prévention de la corruption

Le Groupe CCI Paris Île-de-France déclare avoir actionné un dispositif interne de prévention de la corruption fondé sur les dispositions de l'article 3 de la loi n°2016-1691 du 9 décembre 2016. Ce dispositif adapté à son organisation interne et destiné à promouvoir une culture d'intégrité en son sein, est disponible à travers le Code de conduite via le lien suivant : [Code de conduite anti-corruption CCI Paris Île-de-France](https://fra01.safelinks.protection.outlook.com/?url=https%3A%2F%2Fwww.cci-paris-idf.fr%2Fsites%2Fdefault%2Ffiles%2F2023-02%2FCode%2520de%2520conduite%2520anti-corruptionV2.pdf&data=05%7C01%7Cieymer%40cci-paris-idf.fr%7C675faa2ad27f4121e96b08dbdbc8be83%7C07f2d2f9b1c947e8b00ca5903cc61e74%7C0%7C0%7C638345427449359059%7CUnknown%7CTWFpbGZsb3d8eyJWIjoiMC4wLjAwMDAiLCJQIjoiV2luMzIiLCJBTiI6Ik1haWwiLCJXVCI6Mn0%3D%7C3000%7C%7C%7C&sdata=9Wakj%2BU10keF%2BPW8ovmONFG59DAZuUKC873k0aw%2FqEc%3D&reserved=0), également accessible sur le site internet du Groupe CCI Paris Île-de-France : <https://www.cci-paris-idf.fr/fr/notre-groupe/finances-juridique>

Il dispose également d’une plateforme de signalement interne permettant de signaler tout fait contraire au Code de conduite anti-corruption et accessible sur son site internet via le lien ci-dessus, ou directement via le lien suivant : <https://cci-paris-iledefrance.signalement.net/entreprises>

Le titulaire déclare avoir pris connaissance de ce dispositif et s’engage à le respecter.

Chaque partie certifie ne pas avoir fait, ni ses dirigeants ou représentants, l’objet d’une condamnation pour des faits de corruption, trafic d’influence, concussion, prise illégale d’intérêt, détournement de fonds publics, favoritisme ou de tout autre manquement à la probité. Chaque partie reconnait également ne pas avoir bénéficié d’une procédure transactionnelle faisant suite à la commission de faits de même nature.

Chaque partie s’engage à faire preuve d’une parfaite transparence et à s’informer réciproquement de la commission de tels faits pendant la durée des présentes ou de tout autre manquement à la probité.

En outre, chaque partie reconnait et garantit qu’elle respecte l’ensemble des réglementations qui lui sont applicables eu égard à leur statut et qui sont relatives à la lutte contre la corruption, le blanchiment d’argent et le financement du terrorisme.

La présente clause constitue un élément substantiel du présent marché. Son non-respect par l’une des parties entrainera la résiliation du présent marché de plein droit, sans mise en demeure préalable ni indemnité, aux torts et griefs exclusifs de la partie en cause.

## SIGNATURE DE L’ENTREPRISE

### *Avance[[5]](#footnote-6)*

**?** L’entreprise(s) déclare(nt) :

renoncer à percevoir une avance

vouloir percevoir une avance dans les conditions fixées au présent acte d’engagement

L’entreprise est informée que, si aucun choix n’est opéré, elle est réputée renoncer à percevoir l’avance.

### *Présentation de sous-traitant(s) lors de la remise de l’offre*

**?** L’(es) entreprise (s)[[6]](#footnote-7) :

ne présente(nt) pas de sous-traitant(s) dans l’offre ;

présente(nt) un (des) sous-traitant(s) dans l’offre.

### *Délai de validité de l’offre*

L’offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si la décision d’attribution par la personne habilitée à signer le marché intervient dans un délai de 180 jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres.

### *✍ Signature de l’entreprise [[7]](#footnote-8)*

Fait en un seul original, à……………………………………………………………, le …………………………………

Nom et qualité du signataire :

*Si candidat unique ou délégation de pouvoir des cotraitants au mandataire pour la signature du marché, supprimer le tableau ci-dessous*

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Entreprise mandataire\*** | **1er co-traitant** | **2ème co-traitant** | **3ème co-traitant** |
| Nom et qualité du signataire | Nom et qualité du signataire | Nom et qualité du signataire | Nom et qualité du signataire |
| **\* Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d’habilitation par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.** | | | |

## ACCEPTATION DE L’OFFRE - SIGNATURE DU POUVOIR ADJUDICATEUR *(ARTICLE RÉSERVÉ AU GIE DU GROUPE CCIR PARIS ILE-DE-FRANCE)*

### *Récapitulatif des annexes établies après la remise des offres*

Le présent marché :

a fait l’objet d’une mise au point / négociation / régularisation *(choisir)* jointe en annexe

est établi à la suite des régularisations / négociations *(choisir)* ; il annule et remplace l’acte d’engagement remis à l’occasion de l’offre initiale

Le présent marché est complété par :

Annexe relative aux demandes de précisions sur la teneur des offres

Annexe relative à la mise au point de l’accord-cadre / au résultat de la négociation *(choisir selon procédure)*

Autre(s) *à lister* :

### *Acceptation de l’offre*

Les variantes / PSE retenues sont les suivantes : *(point à supprimer si aucune variante / PSE attendue)*

Offre de base

Variante n° [à compléter]

PSE

Classement de l’offre : XXX / [NB total d'offres retenues] *(point à supprimer si mono attributaire)*

### *Signature du GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France*

A Paris, le …………………………………………………………….

Pour le GIE du Groupe CCIR Paris Ile-de-France,

Représentée par la personne habilitée à signer l’accord-cadre

Valérie HENRIOT

Directrice générale du GIE Groupe CCIR Paris Ile de France

1. Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d’un droit d’accès aux informations vous concernant, ainsi qu’un droit de modification, de rectification et de suspension. [↑](#footnote-ref-2)
2. Cocher la situation concernée. [↑](#footnote-ref-3)
3. En cas de groupement composé de plus de deux cotraitants, l’identification exacte des autres cotraitants doit être annexée au présent acte d’engagement. [↑](#footnote-ref-4)
4. En cas de groupement solidaire, joindre les références du compte bancaire du mandataire et, le cas échéant, joindre les références du compte bancaire des autres membres du groupement en cas de demande de paiement sur des comptes séparés. [↑](#footnote-ref-5)
5. En cas d’offre présentée par un groupement d’entreprises, chaque cotraitant doit remettre l’attestation sur l’honneur correspondante en annexe au présent acte d'engagement. [↑](#footnote-ref-6)
6. Cocher la case concernée. [↑](#footnote-ref-7)
7. En cas de groupement d’entreprises, tous ses membres doivent signer l’acte d’engagement, **sauf** si le mandataire a été habilité par les autres membres du groupement à signer seul le marché. Dans ce dernier cas, la signature doit être celle du mandataire habilité tel qu’il est indiqué sur le formulaire DC1 à remettre signé à l’appui de la candidature du groupement (formulaire téléchargeable sur le site du MINEFE. [↑](#footnote-ref-8)